Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/30/l-appel-au-boycott-de-la-cop28-de-180-responsables-d-associations-et-d-entreprises-organiser-une-conference-sur-le-climat-a-dubai-est-absurde-et-dangereux_6191709_3232.html

L’appel au boycott de la COP28 de 180 responsables d’entreprises : « Organiser une conférence sur le climat à Dubaï est absurde et dangereux »

TRIBUNE

Collectif

Les lobbyistes des énergies carbonées ont fait main basse sur les COP, dénoncent, dans une tribune au « Monde », un collectif de 180 personnes engagées dans la lutte pour le climat. Elles appellent les Etats à réinventer le modèle de ces conférences et à les placer sous la protection des Nations unies.

Publié le 30 septembre 2023

L’édition de la 28e COP (Conférence des parties), organisée à partir du 30 novembre à Dubaï, est un choix désastreux pour la lutte contre le dérèglement climatique. Nous appelons les pouvoirs publics, ONG, associations, scientifiques et dirigeants d’entreprises à ne pas soutenir et cautionner par leur présence cette mise en scène dans un pays qui ne prospère que grâce à l’extraction d’énergies fossiles et dont la feuille de route assumée et revendiquée en faveur de ces énergies doit nous alerter.

Car, derrière les belles *« ambitions écologiques »* annoncées par les Emirats arabes unis, le pays est surtout le septième extracteur mondial d’or noir et le cinquième plus gros émetteur de CO2 de la planète. Abou Dhabi prévoit même d’augmenter sa production de barils de 25 % d’ici à 2027 ! Il est clair que le pays vit « par et pour » le pétrole, et y organiser une conférence des Nations unies sur le climat est non seulement absurde, mais dangereux.

Lir

Depuis quelques années, les lobbyistes des énergies carbonées font main basse sur les COP, distillent leurs éléments de langage et influencent les débats. Déjà à la COP27 de 2022 à Charm El-Cheikh, la présence de six cents lobbyistes des énergies fossiles avait réussi à contrecarrer les propositions les plus ambitieuses et à annihiler toute mesure concrète.

Avec cette nouvelle COP à Dubaï, la dérive devient caricature : l’événement sera présidé par le patron de la plus grande entreprise d’énergies fossiles des Emirats arabes unis – Sultan Ahmed Al-Jaber – quelques semaines après des révélations de la presse britannique nous apprenant que les

Emirats mentent depuis dix ans sur leurs émissions de méthane, ce qui leur évite d'avoir à trouver des justifications ou alternatives à l'utilisation de ce gaz à effet de serre.

Nous ne nous faisons pas d'illusions : à la COP28 de Dubaï, les ambitions et les objectifs seront poliment rappelés, mais les moyens concrets de mise en œuvre – en particulier la réduction massive de la consommation d'énergies fossiles – seront muselés et renvoyés aux calendes grecques. La tradition mortifère de ces COP d'aboutir à l'inaction sera perpétuée ici.

Rendez-vous coûteux, inefficace et inutile

En octobre 2022, lors d'un salon international sur le pétrole à Abou Dhabi, le président de la COP28 avait plaidé pour une stratégie en faveur du climat qui inclurait le pétrole dans les décennies à venir. *« Le monde a besoin de toutes les solutions possibles : ce n'est pas le pétrole ou le gaz, le solaire ou l'éolien ou le nucléaire, mais tout cela en même temps. »* Le ton est donné, le scénario écrit : cette COP ne sera pas à la hauteur des enjeux et des objectifs de réduction des émissions, rendant inefficace et inutile ce rendez-vous coûteux.

Pis encore : en organisant un tel symposium en grande pompe dans un pays champion des émissions carbones, c'est tout le combat contre le dérèglement climatique qui s'en trouve décrédibilisé. Comment convaincre les sociétés occidentales de questionner les usages depuis Dubaï ? Comment convaincre les populations des pays en développement de revoir leur modèle de croissance depuis le cinquième pays le plus impliqué dans le réchauffement climatique ? Impossible, car indécent.

Pourtant, ce modèle de sommet international rassemblant pouvoirs publics, ONG, associations et entreprises avait fait ses preuves : la COP21 de 2015, à Paris, demeure un succès inégalé en réussissant à bâtir un consensus politique à l'échelle du globe.

Mais si la Conférence des parties a su aboutir à des consensus et objectifs ambitieux par le passé, elle est désormais dénaturée et accaparée par les partisans du statu quo. Cependant, la lutte contre le réchauffement climatique ne peut s'en remettre à un simple instrument de prestige vidé de sa substance. A ce jour, la somme des engagements pris par les Etats nous amène à 3,2 °C de réchauffement en 2100. Nous sommes donc loin du 1,5 °C de l'accord de Paris. On ne peut pas se permettre une COP pour rien.

Sortir de la caricature qui se répète

Nous appelons les Etats à reconstruire ce grand rendez-vous climatique pour préparer des modèles économiques viables et compatibles avec nos objectifs climatiques et environnementaux. Les COP doivent être à l'avenir un outil protégé par les Nations unies. La hauteur des enjeux impose qu'il ne soit plus possible qu'un Etat, parce que financièrement en capacité d'organiser l'événement, puisse s'offrir une opération de greenwashing sous l'égide de l'ONU sans garantie et sans engagement d'aller dans le sens de la préservation de l'environnement.

Le chantier est immense, mais après tout, voilà des années que des militants, des diplomates et des entrepreneurs réclament un renouvellement de ces conférences pour les rendre plus transparentes, plus équitables et plus cohérentes.

En boycottant cette COP28 à Dubaï et en assumant la politique de la chaise vide, nous attendons un électrochoc. Ces rendez-vous indispensables pour tracer le difficile chemin qui limitera l'impact sur l'humanité de nos dérives climatiques doivent privilégier la mise en valeur des pratiques et des

Etats exemplaires et sortir de la caricature qui s’annonce et se répète, mise en scène cette année par les Emirats arabes unis.

Nous invitons les entreprises et dirigeants, les collectivités, élus, ONG, associations à nous rejoindre.

Premiers signataires : Nicolas Pereira, initiateur de la tribune, président du World Impact Summit ; **Alizée Lozac’hmeur,** cofondatrice de Makesense ; **Eric Duverger,** fondateur de la Convention des entreprises pour le climat ; **Florence Baitinger,** présidente de Gobi ; **Gilles Babinet,** multi-entrepreneur, Laitao ; **Hubert de Boisredon,** PDG d’Armor Group ; **Marion Graeffly,** directrice générale de TeleCoop ; **Emery Jacquillat,** président de la Camif ; **Nicolas Simon,** président de La Marque en moins ; **Jean-Sébastien Bessiere,** président d’Arkolia Energies ; **Vincent Fauvet**, président de Investir & + ; **Lucas Lefebvre,** cofondateur de La Fourche.